



URSS :
LES FONDEMENTS OCCULTES DU POUVOIR
POLITIQUE

Rôle de services de renseignement et de contre-espionnage soviétiques au sein du monde politique et leur implication dans l'accession et le maintien au pouvoir en URSS (1954-1990)

Mémoire de géopolitique

du Chef de Bataillon renaud SENETAIRE

dans le cadre de l'étude dirigée "La Russie et ses espaces de sécurité "

Directeur : Monsieur jean-christophe ROMER

Professeur à l'université de Strasbourg III

Institut des Hautes études Européennes

Avril 2001

SOMMAIRE

PREAMBULE

Portée historique du problème et intérêt pour les relations internationales du prochain siècle

INTRODUCTION

Constantes et tendances évolutives des SR russes au XXème siècle

- L'héritage tsariste : le facteur historique
- Création de la Tchéka
- Développement des organes

CHAP 1

MAINTIEN AU POUVOIR

La place des services de renseignement au sein de l'Etat soviétique

- Autonomie d'action des SR et interactions avec le pouvoir politique
 - *Liaisons des deux entités
 - *Autonomie d'action
- Insertion dans la société civile et contrôle de la vie sociale
 - *Insertion
 - *Contrôle

CHAP 2

ACCESSION AU POUVOIR

Un pouvoir parallèle au pouvoir politique

- Un pouvoir parallèle et clandestin
- Poids politique des chefs du KGB
- Tentatives de prise de pouvoir (1953-1973)
- La réussite du KGB (1973-1990)

CONCLUSIONS

Les faiblesses structurelles de la communauté du renseignement
et les échecs dans la conservation du pouvoir

Les services de renseignement de la Russie et de la CEI

ANNEXES 1 à 4 :

Diagrammes et tableaux explicatifs

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages de référence

- ANDREW C., Le KGB dans le monde 1917-1990, éd Fayard, 1990, 754 pages
- ANDREW C. et MITROKHINE V, le KGB contre l'Ouest 1917-1991 : les archives Mitrokhine, éd Fayard 1999, 978 pages
- Sous la direction de COZIER B. et SABLIER E., Le phénix rouge, éd du Rocher, 1995, 326 pages
- BARRON J., Le KGB, éd Fayard, 1974, 400 pages
- BARRON J., Enquête sur le KGB, éd Fayard, 1983, 438 pages
- BOUCART J., L'espionnage soviétique, éd Fayard, 1962
- sous la direction de CONTE F. Pouvoir, armée et société à l'ère Gorbatchev, Cahiers du CREST octobre 1991
- FREEMANTLE B., KGB, éd Plon, 1982,

220 pages

- GIBNEY F., The secret world, éd Ballantine books, 1982, 404 pages
- HENKINE C., l'espionnage soviétique, éd Fayard, 1981
- SIMIS K., USSR : The corrupt society, 1982
- SOUVOROV V., Inside soviet military intelligence, éd Grafton books, 1986, 246 pages
- VATCHNADZE G., Les mafias militaires du Kremlin, éd ellipses, 1994, 223 pages
- WISE D. et ROSS B., Activité : espionnage, éd Presses de la cité, 1968, 240 pages

Ouvrages généraux

- BAUD J., Encyclopédie du renseignement et des services secrets, éd Lavauzelle, 1998, 598 pages
- BUCHHEIT G., Secrets des services secrets, éd Arthaud, 1974, 353 pages
- CALVI F. et SCHMIDT O, Intelligences secrètes, éd Hachette, 1988
- CEHD, Histoire du renseignement, ADDIM, 1996, 129 pages
- CHALIAND G., Terrorismes et guérillas, éd, 1983
- FALIGOT R. et KAUFFER R., L’histoire mondiale du renseignement, éd Laffont, 1994, 2 vol 1130 pages
- SCHULTZ R. et GODSON R., Désinformatia, éd Anthropos, 1984
- WOLTON T., Le KGB en France, éd Grasset, 1986, 502 pages
- WERTH N., Histoire de l’Union soviétique : de l’Empire russe à la Communauté des Etats Indépendants, 2^{ème} éd, PUF, 1992, 558 pages
- ZINOVIEV A., Le gorbatchévisme, éd

L'âge d'homme, 1987, 115 pages

PREAMBULE

“ C’est pourquoi, connaissez l’ennemi et connaissez-vous vous-même ; en cent batailles vous ne courrez jamais aucun danger. ”

SUN TZU – L’art de la guerre : la stratégie offensive

Au mois de février 1917, en pleine guerre mondiale, un soulèvement populaire avorta quelque peu dans la Russie tsariste. La Révolte d’Octobre qui suivit, mieux connue désormais sous le nom de Révolution d’Octobre, fut par contre une belle réussite. A posteriori, il est apparu que le soulèvement de février constituait une esquisse du véritable coup d’état, celui du mois d’octobre.

La prise de pouvoir des bolcheviques menés par Lénine fut pour l’Allemagne en guerre une victoire stratégique capitale, victoire concrétisée au mois de décembre 1917 par la paix séparée de Brest-Litovsk. En aidant Lénine et ses compagnons à renverser le régime tsariste, l’état-major allemand ne se doutait cependant pas qu’il modifiait à jamais non seulement la situation de la Russie, mais, par delà, l’équilibre européen et mondial.

Conduite de manière professionnelle, la Révolution d’Octobre fut l’œuvre de professionnels. En spécialistes et théoriciens du coup d’état, les hommes de Lénine savaient parfaitement que, pour paraphraser Machiavel, “ le pouvoir acquis, reste à le conserver ”. Car, si la prise de pouvoir des bolcheviques avait pris de court tous les protagonistes de l’époque, les réactions des puissances alliées et des courants internes d’opposition ne se firent pas attendre. Cette double opposition externe et interne devait être combattue avec ardeur, si le nouveau régime voulait conserver une chance de survie en cette année 1918. Ce fut ce à

quoi s'employa activement la police secrète du nouvel Etat fondée en 1917 sous le nom de Tchéka, successeur direct de l'Okhrana tsariste.

Or, la Russie bolchevique au départ, l'URSS dès 1921, réussit non seulement à survivre aux multiples menaces, mais devint pendant près de soixante-dix années une des deux superpuissances mondiales, le chef incontesté du Pacte de Varsovie, le leader presque sans partage de l'idéologie communiste. Cet empire immense aux ressources gigantesques, ce géant militaire avec son armée de 5 millions d'hommes à son apogée, accordera tout au long de son règne une importance sans pareille, par rapport à nos critères occidentaux, à son appareil de renseignement. A tel point que Boris Levitzkiz a pu écrire : “ Tout ce qui est arrivé en Union Soviétique et la façon dont cela est arrivé depuis sa fondation est impensable sans la participation des organismes de sécurité ”. ⁽¹⁾

En poursuivant dans cette logique, la désagrégation soudaine de l'empire soviétique à la fin des années 80 constitue un échec patent des services de renseignement dans leur mission de protection et de défense du régime en place. Pourtant, ceux-ci restent omniprésents dans les dernières pages de l'Histoire de la Russie ; ils l'accompagnent depuis 1990 et poursuivent leur action dans l'ombre du pouvoir.

L'analyse de l'action menée par ces services permet d'aborder sous un angle résolument original les événements passés et à venir qui ont fait l'Histoire du XX ème siècle. Elle permettra peut-être également de livrer quelques clés pour décrypter les nouveaux mécanismes de la Russie moderne.

Avant de présenter notre sujet et le résultat de nos recherches, il nous a semblé nécessaire d'attirer au préalable l'attention sur deux faits d'importance.

- 1 - “ Le souci du secret inutile garantissait, ô combien, la sécurité du secret nécessaire ” écrivait on déjà dans la Russie tsariste. Le souci du secret et du mystère en Russie est poussé jusqu'à l'obsession. Il faut rechercher cette obsession à la source même de la pensée slave. Tous les grands écrivains russes entretiennent en permanence ce halo de mystère.

“ Je suis ici en mission secrète et pour épier un secret. L'explication viendra en temps utile, mais étant donné que je tâche de percer un mystère, je me suis mis moi-même à rognonner comme un imbécile ”. ⁽²⁾ Dostoievski, tout comme Tolstoi ou Tchékov, participe à ce jeu. Une fois franchi le rideau épais et opaque de la société russe, nous nous heurtons ensuite au rideau encore plus opaque qu'entretient l'Etat autour de ces services de renseignement.

Ici, point de séances de Congrès, de Comités du Sénat, d'affaires débattues sur la place publique comme il est d'usage de le voir dans les démocraties occidentales, et ce même si l'ouverture de l'ex-empire soviétique à la "Glasnost" dès 1985 et l'évolution politique des années 1985 à 1990 ont sensiblement modifié cet axiome.

(1) *Secrets des Services secrets de Gert BUCHHEIT chez Arthaud 1974, page 61.*

(2) *Les frères Karamazov DOSTOIEVSKY*

- 2 - Le deuxième point d'importance qui dimensionne notre étude est la difficulté de se procurer, de recouper et de valider les informations nécessaires. Pendant fort longtemps, l'absence de liberté d'écrire, de penser, renforcée par "la chape de plomb qui s'était abattue sur l'Est", pour reprendre l'expression de Churchill, ont limité la documentation sérieuse, d'autant que les sources étaient souvent l'objet de lutte de désinformation qui les rendait duplices. De fait, nos références bibliographiques reflètent, en essayant de la minimiser, cette subjectivité, souvent volontaire, voire instrumentalisée.

Certes, les archives de l'ère soviétique deviennent lentement accessibles, mais les informations sont encore, et pour longtemps, empreintes de doutes ou d'incertitudes.

D'autant que la Russie moderne, après une période d'exaltation et de catharsis, devient plus réticente à brader ou tout simplement à dévoiler, ce qui a fait la grandeur et les grandes heures de l'URSS. Si, par exemple, les archives Mitrokhine ont confirmé en général nos assertions, il nous a paru un peu prématuré de relayer certaines de ses informations les plus confidentielles.

La présente étude ne s'appuie donc que sur des sources secondaires, majoritairement occidentales et anglo-saxonnes.

Cela limite dans certains cas nos conclusions. Néanmoins, la profusion d'ouvrages de qualité souvent différents dans leur approche, récents ou datant de la guerre froide, constitue un gage d'objectivité et permet de recouper les informations utilisées.

La problématique de notre sujet s'exprime ainsi :

Les services de renseignement soviétiques ont constitué, à l'évidence, un facteur clef au sein des organes de pouvoir

depuis la création de l'URSS, à tel point que certains ont cru pouvoir dire qu'ils étaient le véritable pouvoir. Jusqu'où cette affirmation est-elle vraie ? N'est-elle que le produit de la cristallisation occidentale en temps de guerre froide ou constitue-t-elle, au delà du mythe, la réalité profonde qui permettrait d'expliquer les tenants et les aboutissants de la politique intérieure et extérieure de l'URSS ?

Pour répondre à cette question, il nous faut cerner le rôle des services de renseignement et de contre-espionnage soviétiques au sein du monde politique et leur implication dans l'accession et le maintien au pouvoir. Cela nous permettra alors de mesurer la portée de leurs actions et leur influence sur l'histoire de l'URSS depuis les premières années de guerre froide jusqu'à l'implosion du système en 1990.

Pour traiter notre sujet, nous proposons de suivre quatre étapes successives et interdépendantes :

En premier lieu, il nous faut définir l'importance réelle des services soviétiques, c'est à dire se demander, sans a priori, dix ans après la fin de la guerre froide, s'ils constituaient un mythe ou une réalité ; s'ils ont été correctement évalués ou au contraire largement (volontairement ou involontairement) surestimés. C'est l'objet de l'introduction où nous étudierons brièvement l'évolution des services soviétiques en soulignant l'origine et le développement de ceux-ci, mais aussi leur continuité malgré les ruptures historiques.

Une fois les choses établies, il conviendra de s'interroger sur les liens d'interdépendance des services avec le pouvoir politique et, partant, du contrôle qu'ils ont pu établir sur la société en URSS. C'est le premier chapitre qui traite ce sujet en se penchant sur l'autonomie des organes de renseignement, en cernant au plus près la place qu'ils occupent au sein de l'Etat, ainsi que les liaisons qu'ils entretiennent avec la société civile.

En poursuivant cette logique, nous tenterons de mesurer la part prise par les services de renseignement dans l'accession au pouvoir. La conclusion de ce deuxième chapitre tendra vers la confirmation ou l'infirmité d'un pouvoir parallèle au pouvoir politique.

L'analyse nécessaire des limites et les lacunes du système de renseignement soviétique permettra de mieux comprendre les raisons de l'échec du système communiste ou tout du moins d'expliquer les causes de son délitement. Cette conclusion sera enrichie par une prospective générale qui tentera de dessiner la donne actuelle et l'héritage transmis aux organes de renseignement de la Russie moderne. Nous essaierons d'ébaucher quelques pistes de réflexion sur ce sujet inévitablement contingenté par l'actualité et le peu de recul qu'elle nous offre.

INTRODUCTION

Constantes et tendances évolutives des SR russes puis soviétiques au XX^{ème} siècle

“ Que le monde soit en paix ou en guerre un homme de bien garde son épée à son côté.”

Stratégie de WU.

L'héritage tsariste : le facteur historique

Comme cela a été évoqué dans l'introduction, les services soviétiques sont les héritiers directs des polices secrètes du Tsar. Pour comprendre l'influence de cet héritage sur ces derniers, il convient de remonter le temps jusqu'en 1237.

A cette date, la Russie subit une invasion mongole qui dura plus de 150 années. Pour se libérer de l'envahisseur, les tsars mirent sur pied un système social fondé sur la cohésion

totale et imposée autour du souverain et partant, sur le sacrifice des intérêts individuels à la raison d'Etat. L'union des forces vives de la Russie contre les Mongols, puis contre les autres voisins belliqueux, alimentait logiquement un esprit de défense et une mentalité d'assiégé que des autocrates imposants comme Ivan le Terrible, Pierre le Grand ou encore Catherine II allaient instrumentaliser à leur profit. C'est une des raisons qui explique le développement important de services de renseignement.

Une peur du complot intérieur s'ajoutait de surcroît à cette peur de l'agression extérieure. Outre, de manière anecdotique, " les révoltes de palais " qui frappaient les tsars, il existait avant toute chose une contagion révolutionnaire.

Amorcée avec les actions des " décembristes " au début du XIX ème siècle, elle s'est propagée grâce à la politique tsariste qui favorisait la création d'universités et stimulait la culture. Cette politique avait mis au monde une classe particulière d'étudiants, " l'intelligentsia ", qui ne pouvait s'intégrer dans ce système social trop rigide. Là aussi, le besoin de contrôler cette classe agissante et mouvante conféra une importance exagérée aux services de sécurité intérieure.

Ainsi, tant par peur des menaces intérieures qu'extérieures, les régimes tsaristes développèrent des instruments de contrôle et de renseignement sans comparaison à l'époque.

En 1564, Ivan le terrible créait l'Oprichina pour la répression des troubles ; en 1881, après l'assassinat d'Alexandre II, elle fut remplacée par l'Okhrana, la police secrète des tsars. Au début du XX ème siècle, la Russie est humiliée à l'extérieur durant la guerre russo-japonaise de 1905, et en même temps, elle connaît des troubles intérieurs multiples provoqués par une classe paysanne opprimée et une classe ouvrière naissante. Le Tsar Nicolas II se reposa, entre autre, sur son département de police d'Etat pour contrôler l'agitation. C'est ainsi que l'Okhrana fut chargée d'infiltrer les mouvements révolutionnaires. Eu égard à la faible quantité du personnel employé pour une population déjà importante - moins de 15 000 agents en 1916 - les résultats dans ce domaine furent brillants. Le parti bolchevik, crée en 1912 à partir du parti ouvrier démocrate, fut largement infiltré par l'Okhrana. Le porte- parole de Lénine Malinovski, directeur de la Pravda en 1912, était, par exemple, un agent dévoué de l'Okhrana. En fait, si la révolution de février surprit le service du tsar, c'est parce qu'elle surgit spontanément sans qu'aucun des groupes révolutionnaires n'y ait pris part.

Le Gouvernement provisoire prit l'initiative à son entrée en fonction de dissoudre l'Okhrana, car cet organe ne pouvait coexister avec la volonté démocratique de la nouvelle direction.

La disparition de l'Okhrana prouva, à posteriori, le rôle fondamental qu'elle avait joué dans la conservation du pouvoir à travers la lutte contre les mouvements révolutionnaires, car une fois démantelée, les partis révolutionnaires, le parti bolchevik en tête, purent en toute quiétude préparer le coup d'Etat d'Octobre 1917.

Pays immense et vulnérable, la Russie des Tsars disposait de services puissants pour s'opposer à toute pénétration d'idées libérales susceptibles de favoriser des mouvements insurrectionnels. Pour défendre la Révolution, le nouveau régime soviétique va donner à ces services un développement encore plus considérable.

Création de la Tchéka et son développement

“ La voie de la terreur révolutionnaire brutale et sans ménagement est la seule possible pour notre victoire. Cette institution (la Tchéka) est l'avant-garde et l'épée de la révolution mondiale ” (LENINE, décembre 1917)

Le système soviétique qui remplaça l'Okhrana porta divers noms et sigles. La première de ces appellations, “ TCHEKA ” est restée, encore aujourd'hui, une référence en matière d'organisme de renseignement. Les hommes du KGB revendiquaient avec fierté leur héritage de tchékiste. Il est certain que la création de la Tchéka et son développement sont à même d'éclairer l'hypertrophie des services soviétiques du XX ème siècle.

Le pouvoir pris, Lénine s'efforça de le conserver. En esprit logique et en théoricien des révolutions, il savait que seul un contrôle très serré des mouvements d'opposition, voire la neutralisation des plus extrémistes, pourrait empêcher les nombreux adversaires du Parti de lui reprendre le pouvoir.

Ainsi, lorsque au mois de décembre 1917, une grève générale se déclara dans tout le pays, Lénine demanda à DJERJINSKY, “ un prolétaire dévoué et jacobin ” selon ses propres mots, de l’enrayer au plus vite et de créer, en parallèle, la police secrète du régime.

Prenant en compte l’urgence de la situation, Djerjinsky, qui avait déjà formé dès le mois de novembre 1917 une Commission des affaires intérieures au sein du Comité Central Exécutif, proposa fermement la création d’une entité ad hoc. Ainsi, le 20 décembre 1917, fut décidé, sous forme de résolution, la création d’une “ Commission Extraordinaire chargée de combattre la contre- révolution et le sabotage ”. Cet organe - en russe VETCHEKA, aussitôt abrégé en TCHEKA - naquit donc pour la circonstance, temporairement, sous la pression des événements. ⁽¹⁾

(1) “C’est la guerre, désormais. Le face à face, la lutte finale. Une question de vie ou de mort ! Je propose, et je demande, un organe chargé de régler les comptes avec les contre-révolutionnaires. C’est aujourd’hui qu’il faut agir, pas demain ”

Discours de Djerjinsky au Comité central, tiré de Historia hors série n° 23 Histoire de l’espionnage page 32.

Créée comme un organe temporaire, la Tchéka se vit assigner deux missions principales : combattre les ennemis de l’intérieur, c’était le rôle de la police secrète, et se renseigner à l’extérieur sur les puissances ennemies du nouveau régime bolchevique. Nantie de ces deux missions, qui sont la plupart du temps dévolues à deux services distincts, la Tchéka fut engagée, sous l’impulsion de Djerjinsky, dans une double direction : sur la base territoriale, en installant l’appareil tchékiste dans toutes les Républiques soviétiques, et sur le plan fonctionnel, en introduisant des espions dans les usines, les transports, les armées, etc...

Tandis que d’une part, elle réprimait les troubles, détruisait les organisations illégales, anéantissait les nihilistes, elle commençait d’autre part à infiltrer les organisations d’émigrants russes à l’étranger.

Les circonstances donnèrent à ce nouveau service un rôle et une dimension tout à fait exceptionnels. Au cours de la guerre civile des années 20, elle gagna le pouvoir de procéder à des arrestations sommaires et commença à tisser sa toile au Proche et au Moyen-Orient. Les paroles de Djerjinsky “ Nous terrorisons les ennemis du régime afin d’étouffer le crime à la racine ”, relayées par les mots d’ordre de Lénine, “ Nous avons des centaines de révolutionnaires socialistes en otage. Nous devons écraser sans la moindre pitié ces misérables aventuriers partout où ils se trouvent, car ils sont devenus un outil au mains des

contre-révolutionnaires ” donnaient à la toute récente Tchéka des missions qui s'apparentaient plus à la pratique de la terreur qu'à un simple contrôle intérieur.⁽²⁾

L'appareil tchékiste qui, à sa fondation, ne comportait qu'un nombre restreint de membres, ne cessa jamais de se développer jusqu'à prendre une taille disproportionnée, sous Lénine, puis plus tard sous Staline.

(2) Deux citations tirées de KGB, John BARRON, 1974, éd Fayard, p 37

Création et développement du KGB et du GRU

Les organes de renseignement soviétiques connurent, en même temps qu'une croissance quasi ininterrompue, des changements d'appellation fréquents, destinés plus à tromper les services de contre-espionnage occidentaux, que dans un souci de réforme, ou encore par “ tradition ” historique.

En tout état de cause, la Tchéka disparut en janvier 1922, après la fin de la guerre civile qui l'avait engendrée. Elle fut remplacée par le GPU (Administration Politique d'Etat).

La constitution de l'union des républiques socialistes soviétiques en juillet 1923 amena tout naturellement le service à prendre l'appellation d'OGPU (Administration Politique d'Etat Unifiée), ce qui indiquait que le nouvel organisme répondait directement aux ordres de Moscou. Sous l'égide de Djerjinski tout d'abord, puis de Menjinski ensuite, l'OGPU prit de l'ampleur.

En 1934, Staline voulant intégrer la SDN, il apparut opportun de dissoudre un service qui avait activement participé à la terreur stalinienne des années 20.

Le NKVD, Commissariat aux Affaires Intérieures, accapara les organes de sécurité.

Lavrenti BERIA, qui prit la tête du NKVD de 1938 jusqu'en 1953, profita des purges staliniennes des années 30, puis de la Seconde Guerre Mondiale pour développer son service et lui donner l'ampleur et l'influence nécessaires à sa puissance. A l'entrée de la guerre froide, il disposait d'un Ministère MGB-MVD qui constituait, de par ses missions et ses effectifs, un véritable "Etat dans l'Etat". A la mort de Staline, BERIA voulut profiter de la situation et échoua de peu dans la conquête du pouvoir par les organes de sécurité. Ainsi, en mars 1954, le nouveau régime créait le Komitet Gosudarstvennoi Bezopasnosti, le KGB, en prenant soin de limiter ses pouvoirs et de se donner les moyens de contrôler au plus près ses activités.

Sur l'initiative de LENINE, il apparut essentiel que chaque organisation capable de prendre des décisions puisse être contrebalancée par l'existence d'une autre organisation aussi puissante.

Pour couronner cette politique d'équilibre, il créa le 21 octobre 1918 une Agence de Renseignement extérieur, indépendante de la Tcheka, sous la dénomination de "Direction des Ouvriers et des Paysans de l'Armée Rouge", appelée aujourd'hui "Direction Générale du Renseignement de l'Etat-Major de l'Armée Rouge", connue aussi sous sa dénomination militaire comme "l'Unité 44388", connue du public sous la dénomination de GRU.

Au même rythme que le développement de la Tcheka, quoique de façon beaucoup moins chaotique, les services de renseignement militaires montaient en puissance au sein de l'Etat-major de l'Armée Rouge. Là aussi, les épreuves des purges staliniennes et surtout de la guerre mondiale validèrent les activités de ce service et lui conférèrent une expérience majeure, notamment dans les actions spéciales.

Organisme entièrement militaire, le statut du GRU n'est pas encore aujourd'hui clairement défini, même pour les experts du Renseignement. Etait-ce une organisation entièrement indépendante du KGB ou une filiale sous influence ? Viktor SOUVOROV, dans son ouvrage "Soviet Military Intelligence", éclaire d'un jour nouveau cet organisme jusque là méconnu.

" Le GRU peut être formellement décrit comme une organisation de renseignement immense et puissante, constituant une partie de l'Etat-Major Général et agissant dans les intérêts du haut commandement militaire d'Union Soviétique ".⁽³⁾

Ainsi, était créé ce que SOUVOROV appelle le Triumvirat de l'Union soviétique : le Parti, le KGB, l'Armée.

(3) Inside soviet military intelligence, SOUVOROV, 1986, grafton books, p 12-13

CHAPITRE 1

MAINTIEN AU POUVOIR

La place des services de renseignement au sein de
l'Etat soviétique

11- Autonomie d'action des SR et interactions avec le
pouvoir politique

Par définition, les services secrets sont difficiles à appréhender. Leur statut juridique n'est bien souvent qu'une limite théorique à leur pouvoir et dans certains pays totalitaires, voire simplement autoritaires, ils débordent fréquemment le cadre de leurs fonctions et de leurs activités " légales ". En Union soviétique, l'interdépendance avérée entre le pouvoir politique et ces services rend l'analyse de ces derniers encore plus ardue. Néanmoins, nous montrerons comment les services soviétiques sont attachés au pouvoir politique et de quelle façon, ils détiennent, en même temps, une réelle autonomie vis à vis de ce dernier.

111- Services et pouvoir politique

Avant d'entrevoir les liaisons entre ces deux entités, il nous paraît indispensable de dresser sommairement et de manière schématique un tableau de l'organisation du pouvoir politico-administratif en URSS.

Dans l'URSS durant la période étudiée, il y a fusion entre les organes politiques et administratifs.

Théoriquement, nous trouvons dans les organes politiques le Comité Central du Parti Communiste d'Union soviétique, composé de 476 membres et son émanation plus restreinte, le Politburo, composé de 12 membres et de 7 suppléants. Ces deux organes dirigent véritablement l'Union, notamment le Politburo, au sein duquel sont prises toutes les décisions importantes et les grandes orientations politiques du pays.

Parallèlement à ces organes du Parti se situent des organes administratifs qui, en théorie, gouvernent la vie sociale et économique, mais en réalité sont dépendants des organes du Parti. Ce sont le Praesidium du Soviet Suprême et son Président, puis en dessous, le Conseil des Ministres et son Président.

En fait, le Parti est présent à tous les échelons de l'Etat et de la vie sociale en Union soviétique. Il double même la structure politique avec une chaîne hiérarchique parallèle, composée du Praesidium du PCUS, avec en dessous le Secrétariat dont dépendent à leur tour les Bureaux Politiques.

Au sein de ces rouages de l'appareil politico-administratif soviétique, le KGB et le GRU occupent une place particulière. Le KGB, créé juste après l'élimination de Lavrenti BERIA (le 13 mars 1954), est un Comité, émanant du Conseil des Ministres et donc, conformément

à l'article 14 de la Constitution soviétique, directement soumis au Soviet Suprême.⁽¹⁾

Il en va tout autrement dans la pratique, puisque Le KGB est contrôlé par le Comité Central du PCUS par l'intermédiaire d'une Commission spéciale. Celle-ci se compose de trois membres du Politburo, d'un ou deux de ses Secrétaires, ainsi que des représentants des sections administratives du Comité Central.

Il apparaît donc que, d'après la majorité des sources spécialisées consultées, le KGB dépend du Comité Central du Parti Communiste pour son administration et du Politburo pour sa direction et ses axes de recherche.

Ainsi, ce service, qui est statutairement contrôlé par les organes administratifs de l'Union Soviétique (Praesidium du Soviet Suprême, Conseil des Ministres) se trouve sous l'emprise des organes politiques de l'URSS (Comité Central et Politburo).⁽²⁾

Certains auteurs avancent même, que le KGB dépend de la structure du Parti lui-même,⁽³⁾ à travers "le Bureau des Organes Administratifs", un des bureaux politiques dépendant du Secrétariat du Parti, qui agirait en qualité d'instance supérieure de contrôle du KGB. Cette diversité d'opinions illustre remarquablement le flou juridique volontaire dans lequel sont plongés les Services Secrets soviétiques. Cela ne constitue pas uniquement une querelle d'experts, mais démontre que les organes de renseignement civils ont été, directement ou indirectement, affiliés aux rouages principaux du pouvoir politique en URSS dès sa création.

La place du GRU est par contre parfaitement définie. L'organisme de renseignement militaire dépend directement de l'Etat-Major général de l'Armée Rouge, dont il constitue l'une des 11 Directions.

La liaison entre ces deux services se réalise sous deux formes :

- Tout d'abord, il existe, sous l'égide du Politburo, un "Comité de Coordination", dit aussi "KORSIGS", qui entretient des relations administratives avec les deux services ;
- Elle s'établit en même temps par l'intermédiaire du "Conseil de Défense". Ce Conseil de Défense décide des grandes orientations en matière de doctrine militaire, de budget, de restructuration.

Il peut ainsi donner ses directives aussi bien au KGB qu'à l'Etat-Major Général de l'Armée Rouge, donc au GRU.

Après ces précisions, qui nous ont permis de situer les deux principaux organes au sein du

pouvoir politico-administratif soviétique, voyons concrètement le degré d'initiative et d'autonomie dont ils disposent.

(1) *Secrets des services secrets, op. cit, p 65*

(2) *Ce changement de direction semble avoir pour origine la tentative de prise de pouvoir de Lavrenti BERIA en mars 1953. Le Politburo décida en effet de changer le MVD de BERIA en KGB en mars 1954, et, parallèlement, de prendre l'organisation de Sécurité de l'Etat sous sa coupe pour éviter qu'elle ne se développe sans entraves comme cela s'était alors produit.*

(3) *Activité: Espionnage, WISE et ROSS, 1968, p 73 et 75*

112- Autonomie d'action des Services

L'autonomie des deux principaux services s'exerce surtout à travers les moyens d'actions et les tactiques employés, la stratégie à long terme, ainsi que la planification opérationnelle restant dans les mains des dirigeants du Politburo. Mais, une fois les grands axes d'effort et de recherche établis, le KGB, de même que le GRU par rapport à l'Etat-Major Général, demeurent seuls maîtres pour la conduite de leurs activités.

Pour illustrer, cette autonomie d'action et de décision, nous soulignerons quelques spécificités des Services soviétiques par rapport à leurs homologues occidentaux.

En premier lieu, les Services soviétiques entretiennent des liaisons directes et hiérarchiques avec les Services secrets du bloc de l'Est et les Partis Communistes nationaux.

Au sein du KGB, par exemple, c'est le Onzième Département de la 1ère Direction Générale qui est responsables des liaisons avec les services de Renseignement des pays satellites de

l'Union soviétique.

Tous ces services doivent avant tout servir les intérêts du KGB ou du GRU. Ils sont contrôlés principalement à travers les relations existant entre leur oligarchie et celle des pays satellites, mais aussi par le biais d'un certain nombre d'agents soviétiques agissant en qualité de conseillers techniques, ainsi que par l'intermédiaire d'officiers autochtones recrutés par les organes soviétiques lors de stages en Union soviétique.

Il existe ainsi une sorte de “ Division socialiste du travail de renseignement ”. ⁽⁴⁾

Chaque service de renseignement des pays satellites s'est vu attribuer des pays “cibles” en fonction des liens historiques, politiques et culturels que les Etats socialistes ont continué d'entretenir avec telle ou telle capitale occidentale. La traditionnelle amitié franco-polonaise explique, par exemple, l'activité soutenue des agents polonais en France dans les années 80. “ Les Bulgares eux réussissent dans le terrorisme et la contrebande de drogue et d'armes, ainsi que dans les formes les plus élémentaires de l'action clandestine ”. ⁽⁵⁾ Les Allemands de l'Est excellent dans l'espionnage de l'Allemagne de l'Ouest et ils se sont révélés plus efficaces que les Russes en Afrique. Les Cubains sont les meilleurs agents pour les opérations d'influence, que ce soit aux Etats-Unis ou dans le Tiers-Monde.

(4) *Le KGB en France*, de WOLTON, 1986, Grasset, p 117

(5) *Terrorismes et Guérillas*, Gérard CHALLAND, 1983

Tous ces pays entretiennent, à un coût souvent très lourd, d'importants services de renseignement qui servent l'Union soviétique.

Comme le dit fort justement Ion PACEFA, qui occupa le poste de directeur adjoint du Contre-Espionnage roumain jusqu'à son passage à l'Ouest en 1978, “ tout comme les pays socialistes d'Europe Centrale dépendent politiquement du Kremlin, leurs Services de Renseignement sont aux ordres de Moscou ”. ⁽⁶⁾ Ainsi, à travers ce contrôle des pays frères, le KGB et le GRU font preuve d'une autonomie d'action décisive.

En second lieu, cette autonomie d'action des services soviétiques se trouve également renforcée par la chaîne occulte des Partis communistes nationaux. LENINE disait déjà en 1918 “ tout bon communiste doit être un bon tchékiste ”. ⁽⁷⁾

Comme le précise Alexis MARTIN, “ tout Parti Communiste non au pouvoir dans un pays comporte trois structures distinctes : l'appareil légal du Parti (Bureau Politique, Comité Central, Presse...), l'appareil financier et l'appareil clandestin. Ce

dernier est chargé de se substituer au Parti légal, s'il est contraint à la clandestinité, d'entretenir des réseaux subversifs en cas de révolution, de soutenir le camp socialiste, particulièrement en aidant les Services Secrets soviétiques ”.

Dans chaque Comité Central d'un Parti Communiste se trouve un membre, inconnu des autres membres du Comité, responsable des relations et de la collaboration avec le KGB.

Enfin, l'autonomie précédemment notée s'exerce plus que jamais dans l'activité des services soviétiques à l'étranger. Dans les grandes capitales occidentales ou asiatiques, le système d'espionnage soviétique développe en effet d'une façon spécifique, sous couverture diplomatique ou commerciale, un système d'espionnage bien structuré et efficace. Ces “diplomates-espions” représentent la “Rezidentura légale” du KGB ou du GRU à l'étranger. Bien qu'ils aient été souvent démasqués à terme par les services de contre-espionnage nationaux, les membres de cette “Rezidentura” n'en constituent pas moins un noyau dur efficace et permettent le soutien aux “illégaux”, qui, s'ils sont plus dangereux à mettre en place, peuvent oeuvrer librement.

(6) *Le KGB en France, op.cit, p 117*

(7) *Technique de la guerre occulte, d'Alexis MARTIN, 1963*

D'après William V. KENNEDY, “ 70% des effectifs des ambassades soviétiques appartiennent directement ou indirectement aux Services Secrets ”.⁽⁸⁾ En outre, les délégations diplomatiques soviétiques dans les principaux pays du globe sont disproportionnées par rapport aux délégations de ces pays en URSS. Comptons par exemple, 780 représentants soviétiques en France contre 70 français en URSS en 1985; 980 représentants soviétiques aux Etats-Unis contre 200 américains en URSS à la même date... Ainsi, ce nombre élevé de représentants, ajouté au fort pourcentage parmi eux d'officiers de renseignement, font qu'il est souvent impossible pour les services de contre-espionnage nationaux de les surveiller tous efficacement. Cette situation amène parfois les pays à réagir plus ou moins violemment comme ce fut le cas lors de l'expulsion en 1971 de 105 diplomates soviétiques de Londres ou celle, en avril 1983, de 47 diplomates soviétiques de Paris, parmi lesquels Mikhaïlovitch TCHEBRIKOV, chef du KGB en France, remplacé par Vladîslav NITCHKOV.⁽⁹⁾

Recevant leurs ordres directement du siège du KGB ou du GRU à Moscou et responsables

uniquement devant “leur Résident”, qui rend lui-même des comptes à la Première Direction Principale, les officiers du KGB et du GRU opèrent sous couvertures officielles variées comme l’UNESCO, l’ONU, l’agence TASS, l’AEROFLOT...

A la veille du sommet de Reykjavik en 1988, le “Wall Street Journal” écrivait :

“ Si les Soviétiques veulent parler du contrôle des armements, le premier point sur l’agenda du Président devrait être l’expulsion des troupes soviétiques de première ligne qui opèrent aux Etats-Unis même ”.

Cette organisation des Services Secrets soviétiques à l’étranger est une nouvelle preuve de l’autonomie dont ceux-ci disposent vis-à-vis du pouvoir politico-administratif.

Si les relations entre Services Secrets et pouvoir politique en URSS sont complexes et étroites, il est en de même quant aux relations entre les Services soviétiques et la société.

(8) *La guerre secrète moderne, op. cit, chap 2*

(9) *KGB, op.cit, p 14*

12- Les Services secrets et la société soviétique

“ Or, il existe cinq sortes d’agents secrets à utiliser : les agents indigènes, intérieurs, doubles, liquidables et volants. Lorsque ces cinq types d’agents sont tous à l’ouvrage simultanément et que personne ne connaît leurs procédés, ils sont appelés “le Divin Echeveau” et ils constituent le trésor d’un souverain ”

Dans l'Union soviétique des années 1950 à 1990, les hommes des Services Secrets constituent bel et bien un trésor inestimable tant aux yeux des dirigeants qu'aux yeux d'une bonne partie de la population.

La présence permanente et totale de ces services au sein de la société s'inscrit ainsi tout naturellement dans la mentalité du peuple russe durant cette période.

121- Le contrôle de la vie sociale

L'oligarchie soviétique a toujours eu peur d'un soulèvement intérieur mené par les mouvements de résistance ou de dissidence. Pour s'en protéger, elle a utilisé les préceptes énoncés par ARISTOTE, il y a plus de deux mille ans, quand il écrivait que, pour réussir, le tyran doit moralement isoler tous les citoyens les uns des autres ; il doit convaincre chacun de l'indifférence des autres et lui faire comprendre qu'il est désespérément seul face au pouvoir total et omniprésent du tyran. L'un des meilleurs moyens d'isoler moralement les citoyens est de disséminer des espions et des indicateurs à tous les niveaux de la société. Cette surveillance serrée de la population constitue une des missions principales confiées aux Services soviétiques et principalement au KGB, par l'intermédiaire des 2^e et 5^e Directions Principales, ainsi que de la Direction de la protection des frontières.

Sur le plan économique, le KGB a été confronté dès sa création à un problème bien présent, celui du marché noir et de la corruption. Pour les autorités soviétiques, le marché noir est un "crime économique". Depuis les années 1975 surtout, -prémices du déclin ?- la corruption a pris une place de plus en plus préoccupante, contribuant au délitement progressif de l'appareil économique de l'Empire. Elle s'étend depuis le sommet de la hiérarchie du Parti, à Moscou, jusqu'aux provinces les plus reculées dans toutes les couches de la société".

Dans son livre, USSR : the corrupt society, Konstantin SIMIS nous révèle de nombreux exemples de corruption et d'opérations économiques illégales. Les autorités tentent de lutter contre la corruption par l'intermédiaire des Services Secrets ou de la police intérieure du MVD, et les journaux se font souvent l'écho de procès, voire d'exécutions à la suite de délits économiques graves.

Au sein de la 2^e Direction Principale, une Division œuvre contre ce crime, secondée dans sa tâche par les quatre Divisions géographiques qui découpent l'URSS en zones

administratives de surveillance. Ces dernières reçoivent et recourent les renseignements émanant d'un réseau d'informateurs et d'agents implantés dans toutes les usines et autres lieux de travail en URSS. Le contrôle de l'activité économique est facilité par le biais du "carnet de travail", dont dispose chaque employé soviétique, dans lequel sont mentionnées toutes les informations nécessaires pour définir le profil de l'employé. ⁽¹⁰⁾

Sur le plan politique et social, le KGB s'assure du conformisme de la population et de ses principaux dirigeants grâce à l'action des 2ème et 5ème Directions Principales précédemment citées, qui sont en grande partie les maîtres d'oeuvre des mouvements d'écrasement de l'opposition à l'intérieur de l'Union soviétique. Ecoutez, Youri ANDROPOV, le 9 septembre 1977, pour le centième anniversaire de la naissance de DJERJINSKI :

“ Nous essayons d'aider ceux qui se sont fourvoyés. Nous tentons de les convaincre et de dissiper leurs errements ”. Pour cela, le Kremlin utilise en priorité le 6è département de la 5è Direction Principale, chargé de détruire les protestations nationalistes à leur source.

Si l'on en croit Alexandre ZINOVIEV, “ l'écrasement du mouvement dissident n'a pas seulement consisté à liquider des “renégats” isolés de la société soviétique, il a été avant tout chose une destruction de la base sociale qui avait engendré ces “ renégats” ” ⁽¹¹⁾

(10) *URSS : La société corrompue de Konstantin SIMIS, page 54*

(11) *Le Gorbatchévisme ZINOVIEV, 1987, l'Age d'homme, p 71*

Enfin, pour compléter ce système de contrôle, il nous faut mentionner la Direction Principale de la Protection des Frontières. Forte de 200 000 hommes, cette force bien entraînée et bien équipée, assure en priorité la défense des frontières de l'URSS face aux agressions extérieures, mais elle interdit par ailleurs le franchissement de ses frontières de l'intérieur vers l'extérieur. Cette force peut, en outre, servir d'appoint aux forces régulières lors de la répression de troubles intérieurs graves comme cela fut le cas dans les années 80.

122- Crispation de la situation à partir des années 1980

Mikhaïl GORBATCHEV est arrivé au pouvoir le 11 mars 1985. A partir de cette date, lui-même et son équipe dirigeante ont tenté de faire passer ce qu'ils appelaient la “nouvelle

pensée”, englobant les concepts de Glasnost, de Perestroïka, et d'Ouskorenïe dans le cadre de la politique intérieure. Qu'a pu signifier cette politique pour les Services soviétiques de l'époque ?

Depuis l'année 1982, le réveil des nationalités dans l'empire soviétique est spectaculaire. Au-delà des pays Baltes, où elle était ancienne, l'agitation s'était étendue entre 1982 et 1985 aux KAZAKHSTAN, à l'OUZBEKISTAN, à la CRIMEE, à la MOLDAVIE, ainsi qu'à l'ARMENIE et à l'AZERBAIDJAN.

Parallèlement à cette résurgence du problème des nationalités, - une des faiblesses de l'Empire soviétique dès son origine -, la politique de GORBATCHEV favorisait une extension des groupes de jeunes marginaux, de délinquants juvéniles et d'organisations illégales ou mafieuses, tout comme la politique tsariste du début du siècle avait favorisé l'expansion des thèses révolutionnaires. Certains n'hésitent pas à esquisser un parallèle avec les événements déclenchés par KROUCHTCHEV au lendemain du XX^e Congrès. La normalisation des relations avec la Yougoslavie et la dénonciation du Stalïnisme avaient provoqué, en 1956, les révoltes de Pologne et de Hongrie. GORBATCHEV avait ouvert la boîte de PANDORE à l'intérieur de son pays en évoquant “les noms oubliés et les tâches blanches de l'Histoire”

La mise en application de la “transparence” limite, il est vrai, dès cette époque, les méthodes autoritaires de lutte contre tous les crimes et favorise, de facto, le développement des mouvements incontrôlés.

La nouvelle pensée soviétique de l'ère Gorbatchev a constitué certainement un frein à la main mise des Services Secrets sur la population, ainsi qu'une modération dans l'emploi habituel de méthodes d'action oppressives et violentes.

Dans les faits, cette politique s'est concrétisée par la “mise en disponibilité” du chef du KGB en Ukraine, après des violences commises à l'égard des journalistes en 1987, d'attaques dans les journaux contre les excès du KGB dans la répression intérieure, etc...

Dès 1985, le KGB cherche à améliorer son image. Son emblème est modifié : le glaive, son symbole offensif, est supprimé ; il se lance dans une offensive médiatique de “ relations publiques ” à partir de 1988, relayée par la création d'un département Relations Publiques en 1989. L'ouverture de certaines archives (Katyn, Wallenberg,...), comme la visite du

musée du KGB à Moscou, procèdent de “ ce tournant moderniste ” des organes, à l’unisson avec la politique de transparence gorbatchévienne. On a pu voir ainsi en 1985 le chef du KG, V. TCHEBRIKOV apparaître à la télévision soviétique pour parler de Perestroïka.

Cependant, il nous faut avec ZINOVIEV nuancer l’approche occidentale des conséquences de la Perestroïka sur le contrôle de la société soviétique.

“ Les Occidentaux se sont mis à parler, de leur côté, d’une nouvelle libéralisation de la société soviétique, la première étant, selon eux, celle de la période Krouchtchévienne. Ce faisant, ils ont oublié que précisément la première libéralisation a engendré le mouvement dissident et que la seconde libéralisation a commencé après l’écrasement de ce même mouvement dissident. Après avoir anéanti le mouvement dissident, les autorités soviétiques peuvent se permettre de jouer pendant quelques temps à la libéralisation ”. ⁽¹²⁾

Il est vrai que dès l’été 1987, TCHEBRIKOV s’exprimait à nouveau à la télévision soviétique pour définir les limites de la Perestroïka et faire comprendre que la liberté ne veut pas dire anarchie. Ainsi, de l’avis de tous les observateurs, les dérapages successifs des revendications ont conduit paradoxalement entre 1987 et 1990 à un durcissement du contrôle des services soviétiques. L’arrivée immédiate de milliers d’hommes du KGB et des Forces Spéciales lors des troubles nationalistes à EREVAN au mois de mars 1988 a démontré aux yeux de la population les limites de la Glasnost.

En Arménie, la police est renforcée durant le même mois par plus de 2 000 soldats débarqués nuitamment par avion et déployés aux endroits stratégiques.

(12) *Le Gorbatchévisme, op.cit, p 70*

123- Insertion dans la vie sociale

Lors d’un discours à l’occasion du soixantième anniversaire de la fondation de la Tcheka, BREJNEV envoya un message de félicitations au KGB, rédigé en ces termes : “ le travail effectué par le KGB est difficile, extrêmement nécessaire et responsable ”. Cependant, il convient de préciser que dans le courant des années 1980, le KGB et le GRU ont connu de forts problèmes liés à leur image de marque et à la qualité de recrutement. A partir de ces années, les hommes comme PHILBY, BURGESS, MC LEAN, tous recrutés dans les années trente par amour du socialisme, sont quasiment introuvables. WOLTON l’illustre fort justement en écrivant “ à sa manière et dans son secteur d’activités, le Service de

Renseignement soviétique est lui aussi victime de la mort des idéologies ”.

Les Services soviétiques ont été contraints d'utiliser de plus en plus d'autres cordes sensibles, comme la fibre pacifiste ou anti-américaine, les racines culturelles ou le ressentiment ; mais ces ressorts sont à la fois moins performants et moins sûrs que l'engagement idéologique.

Dans son témoignage sur les méthodes utilisées par le KGB, le transfuge Stanislas LEVICHENKO, passé à l'Ouest en 1979, se rappelle qu'à l'Ecole du Renseignement Etranger, à YOUROLOV près de Moscou, un colonel instructeur avait résumé les raisons pour lesquelles les gens devenaient des agents. Pour lui, cela tenait en quatre lettres, M.I.C.E, l'acronyme américain de “souris” : Money, Idéologie, Chantage, Ego.⁽¹³⁾

A l'évidence, l'idéologie ne faisait plus partie des motivations des agents de l'Est qui ressentaient confusément dès cette période l'impasse dans laquelle leur pays était engagé.

Néanmoins, pour les soviétiques jusqu'à à la fin des années 1990, appartenir au GRU ou au KGB reste un des plus sûr moyens de grimper l'échelle sociale et de profiter des avantages du système. “ En Union soviétique, l'officier de la Sécurité d'Etat est l'aristocrate du fonctionariat. Le club de la Sécurité d'Etat, square Djerjinsky est l'un des plus somptueux de Moscou ”. ⁽¹⁴⁾ Tout comme aux Etats-Unis à la même période, mais à l'opposé de la France, une carrière comme officier de renseignement est extrêmement valorisante au sein de la société soviétique. Les agents reçoivent une formation très poussée à l'Ecole Supérieure de Moscou ou à l'Académie Militaire pour les hommes qui se destinent au GRU.

(13) *Activité: Espionnage, op.cit, p p62*

(14) *Le KGB en France, op.cit., page 222.*

Il est intéressant de noter pour l'anecdote que le KGB disposait de sa propre équipe de football et de son propre club sportif, the Dynamo Sports Union de Moscou. ⁽¹⁵⁾ Ce club était l'un des grands d'Union soviétique avec le SPARTAK, celui de l'Armée Rouge. En 1967, les services postiers d'URSS émettaient un timbre à l'occasion du cinquantième anniversaire de la création du KGB, dont l'existence officielle et reconnue démontre à quel point les services soviétiques sont intégrés à la vie sociale.

Pour illustrer, d'autre part, le prestige qu'il y avait à servir dans le Renseignement, il nous suffit de relire cet article de Rudolf ABEL, l'un des plus célèbres espions soviétiques :

“ Aujourd'hui, les meilleurs éléments de notre jeunesse entrent au service du KGB et

assimilent l'expérience de leurs aînés. Un agent soviétique s'expose à une vie hasardeuse, mais il doit être aussi un marxiste convaincu et perspicace. Le dévouement à sa patrie, l'honnêteté, la discipline, l'abnégation, l'esprit de ressource, la modestie de son genre de vie, telle est la liste incomplète des qualités politiques et personnelles que doit avoir l'agent soviétique. Travailler au Renseignement n'est pas une activité romanesque. Avant tout, c'est une besogne laborieuse, dure, réclamant beaucoup de force, de résistance, de maîtrise de soi, de volonté et des connaissances très sérieuses. Rappelons ce qu'a dit DJERJINSKY : les mains propres, la tête froide et le coeur chaud ".⁽¹⁶⁾

A l'intérieur de ce système, certaines Directions sont plus "côtées" que d'autres. La première Direction Générale du KGB jouit d'une réputation sans pareille. Ses officiers sont censés être les meilleurs, les plus brillants et accessoirement les mieux payés. Car, outre une grande considération, une très bonne formation, le travail d'officier de Renseignement comporte des avantages matériels non négligeables comme une solde substantielle ou l'accès aux magasins "privilégiés."

" Appartenir au KGB, signifie être le membre d'une élite, d'une classe privilégiée en Union soviétique " ⁽¹⁷⁾; en bref, les membres des services de renseignement font partie de la " monenklatura " soviétique.

A travers ce chapitre, nous avons pu étudier les relations qui existent entre d'une part les services soviétiques et le pouvoir politique, d'autre part, les services soviétiques et la société. Il nous faut constater que, si les services secrets ne sont pas subordonnés au pouvoir politique en Union soviétique, ils ne se substituent pas pour autant à ce pouvoir. Il apparaît davantage que les services secrets et le pouvoir politique constituent deux pouvoirs différents, interdépendants et parallèles.

(15) *The Secret World*, de Frank GIBNEY (1982) chez Ballantine Books, p 213.

(16) *Activité : Espionnage*, op.cit, p 77

(17) *KGB*, op.cit, p 202

CHAPITRE 2

ACCESSION AU POUVOIR

un pouvoir parallèle au pouvoir politique

21 - le rôle des services secrets dans l'accession au pouvoir.

Avant de nous pencher dans le détail sur les exemples d'accession au pouvoir facilités par les services secrets, il nous paraît nécessaire d'explicitier l'aspect parallèle et clandestin que revêt ce pouvoir, avant de montrer que ces services constituent l'appui et le soutien incontournables pour qui veut accéder aux plus hautes fonctions dans l'appareil du Parti.

211- Un pouvoir parallèle et clandestin.

La nature et le fonctionnement des organismes du communisme international et de leur centre territorial, l'URSS, se situent sur deux plans bien distincts : l'apparent et le clandestin.

L'apparent, c'est l'organisation politico-administrative de l'URSS. La hiérarchie administrative et politique fonctionne comme le véritable pouvoir vis-à-vis des pays occidentaux. C'est elle qui élabore la politique globale de l'URSS, sa diplomatie, ses relations économiques, intérieures et extérieures.

Le clandestin, c'est le système élaboré et fonctionnel de Renseignement et d'Action que constitue l'ensemble des services secrets soviétiques ainsi que des services des pays alliés de l'URSS.

Cette dualité s'explique par l'objectif immuable de l'action communiste entre 1945 et 1985 qui est d'imposer au monde entier la domination du communisme par l'intermédiaire de

Moscou. GORBATCHEV ne remet pas en cause au début de son mandat cette stratégie à long terme puisqu'il proclame à qui veut le comprendre " plus de socialisme, plus de démocratie..." Simple, à partir de son accession au pouvoir, le projet global soviétique marque une pause. Ce n'est qu'une étape dans l'application de la stratégie. Mais l'objectif véritable doit se dissimuler derrière des buts avouables, comme par exemple la défense des Droits de l'Homme, la libéralisation intérieure, le désarmement, même si, dans certains cas cependant, le véritable objectif transparaît comme lors de la campagne d'Afghanistan.

Ainsi, " la dualité inhérente à la nature même de l'action soviétique lui impose une ossature clandestine derrière l'édifice légal et apparent. " ⁽¹⁾ Le PCUS, entouré de ses organisations satellites et para-communistes, peut se comparer à un iceberg dont un dixième seulement émerge, le reste étant dissimulé à la vue. Pour diriger et contrôler tous les rouages de fonctionnement occulte, le système soviétique a été obligé de créer un appareil clandestin qui double la structure apparente du Parti.

D'après LENINE, " le Parti doit toujours se situer sur deux niveaux, l'un en surface, l'autre en profondeur ". Ces deux niveaux, hiérarchie politico-administrative et services secrets, coexistent, car le fonctionnement d'un seul romprait l'équilibre. Cependant ils se contrôlent mutuellement.

Si nous avons dépeint auparavant les différents contrôles exercés par le Politburo et le gouvernement soviétique sur les services secrets, il existe, a contrario, un contrôle du KGB sur les plus hautes instances du Parti. A travers la 9ème Direction, chargée de la sécurité personnelle des dirigeants du Parti, le KGB dispose d'officiers qui sont les seules personnes officiellement autorisées à porter des armes à proximité des dirigeants ; à travers également une section spéciale du 5ème Département de la 2ème Direction Générale, qui est chargée de la surveillance des membres du gouvernement soviétique et détermine ceux qui peuvent devenir un danger pour la sécurité intérieure ⁽²⁾ ; à travers enfin la 3ème Direction Générale qui s'occupe du contrôle des Forces Armées et pratique une surveillance étroite au sein même de l'Etat-Major Général.

(1) *Technique de la guerre occulte, op.cit p 52*

(1) KGB, *op.cit*, p 63

212 – Poids politique des chefs du KGB.

Les chefs successifs du KGB appartiennent depuis sa création, mais plus spécialement depuis 1973, aux instances les plus élevées du pouvoir soviétique.

Ils sont tout d'abord directement choisis parmi les grands organismes politiques ou administratifs soviétiques.

Quand il fut nommé chef du KGB en avril 1967, ANDROPOV était déjà Secrétaire du Parti Communiste depuis 1962. Son successeur, Vitali FEDORTCHOUK, était depuis 1970 le chef du KGB pour l'Ukraine et quand il reçut la direction du KGB pour l'Union soviétique en novembre 1982, il était déjà membre du Soviet Suprême. Encore après lui, Viktor TCHEBRIKOV, a été nommé en avril 1982 Vice-Président du KGB et membre du Comité Central avant de prendre la direction des services.

En outre, de 1917 à 1988, les chefs du KGB ont toujours siégé au Politburo, après avoir tenu cette fonction, -sauf durant la courte période qui suivit l'assassinat de Lavrenti BERIA le 20 juin 1953- alors même que le ministre de la défense en est parfois exclu, comme c'était le cas pour M. YAZOV qui n'en était qu'un membre suppléant.

Le chef du KGB est aussi membre du Conseil de Défense aux côtés du Secrétaire Général du Parti Communiste. Enfin, pour renforcer le rôle du KGB au sein des organes politico-administratifs d'Union soviétique, les premiers adjoints du chef du KGB sont depuis 1971 membres du Comité Central.

L'exemple d'ANDROPOV est significatif du poids politique du chef des Services Secrets soviétiques. De Secrétaire du Parti Communiste en 1962, ANDROPOV fut nommé chef du KGB en mai 1967 ; candidat au Politburo en juin 1967, il en devint membre à part entière en novembre 1973, puis Secrétaire du Comité Central du Parti communiste en janvier de la même année. En novembre 1982, enfin, il accède au pouvoir suprême en devenant Secrétaire Général du Parti, succédant à M. Léonid BREJNEV.

C'est à l'époque où il se trouvait à la tête du KGB qu'ANDROPOV fut élevé par la hiérarchie politique du Politburo au titre de Secrétaire du Comité Central, le plaçant ainsi sur les rangs des successeurs potentiels de BREJNEV alors très affaibli. Le KGB - et dans une moindre mesure, le GRU - constitue véritablement un tremplin du pouvoir en Union soviétique. Laissons la parole à Alexandre CHEPELINE, alors qu'il dirigeait encore le KGB en février 1959, devant le XXI^e congrès du Parti Communiste : “ Les organismes du KGB sont l'épée qui vise avant tout les espions et les ennemis de l'URSS. Ils sont entièrement subordonnés au Parti Communiste, animés et inspirés par lui. ”⁽³⁾

(3) *Historia Spécial "les services soviétiques" p 3*

Pour toutes ces raisons, l'appui et le soutien des services secrets apparaissent incontournables pour qui veut accéder au pouvoir. L'Histoire se charge de nous le démontrer.

213- Tentatives de prise de pouvoir

Chaque changement de pouvoir en URSS est l'occasion de bouleversements souvent violents et de chasses aux sorcières meurtrières. Ces bouleversements concernent en premier lieu les services qui en amplifient parfois l'envergure. Dans tous les cas, le changement de secrétaire général est suivi de façon systématique par un remaniement à la tête des services. L'intronisation de KHROUCHTCHEV en 1953 vit la liquidation de BERIA et la nomination de SEROV à la tête du KGB ; celle de BREJNEV en 1967 fut suivie du limogeage de SEMICHASTNY au profit d'ANDROPOV ; enfin, l'intronisation d'ANDROPOV fut accompagnée par l'arrivée de son homme lige FEDORTCHOUK à la présidence du KGB. Une des priorités du plus haut dirigeant de l'URSS est de placer à la tête des organes de sécurité civils et militaires un de ses " protégés ".

Les tentatives des hommes des services de renseignement pour s'emparer du pouvoir échouèrent par deux fois de peu, malgré les contre-pouvoirs et les barrières mises en place pour l'éviter.

La première tentative de ce genre fut celle de Lavrenti BERIA. BERIA avait, de 1938 à 1953, développé le NKVD dans des proportions inconnues jusqu'alors. A l'issue de la guerre, BERIA se trouvait être à la fois Vice-Président du Conseil des ministres et à la tête de l'ensemble des services secrets. Lorsque STALINE mourut en mars 1953, BERIA décida de s'emparer du pouvoir. Il dirigeait alors le MVD, la police intérieure et la milice, C'est en agissant rapidement que Georgi KALENKOV, le second de STALINE, ainsi que KROUCHTCHEV et MOLOTOV, réussirent, avec l'appui de l'armée, à empêcher le chef des services secrets de prendre le pouvoir.

Les dirigeants d'URSS avaient pris conscience " qu'une liaison trop étroite des services de sécurité et d'une force opérationnelle, à la fois militaire et policière, avait transformé les organismes de sécurité soviétiques en une véritable menace pour l'Etat et le Parti qui les avait créés ".⁽⁴⁾ C'est pourquoi, à la suite de cette tentative avortée, les chefs du Parti opérèrent des changements radicaux au sein des services secrets. Les fonctions de ces derniers furent strictement limitées. En mars 1954, ils se transformèrent sous la dénomination de KGB, qui passa sous le contrôle et sous la responsabilité directe du Politburo (voir chap 1).

(4) *La guerre secrète moderne, op.cit , p 35*

Le droit de juger et de condamner fut attribué au ministère de la Justice ; la sélection et la promotion des personnels furent confiées à un département spécial du Comité Central. Le KGB fut publiquement réduit au statut de Comité alors qu'il demeurait pourtant plus puissant que les ministères réguliers. Cela devait démontrer que dans la nouvelle période de démocratisation post-stalinienne, le pouvoir des tchékistes était considérablement restreint.

Pourtant, membre du Conseil de Défense, qui constitue, derrière le Politburo, un des organes décisionnels les plus importants de l'Etat, le chef du KGB continua de disposer d'une influence déterminante au sein du Parti. Après SEROV, qui dirigea le KGB de 1954 à 1958, CHEPELINE, son successeur, prétendit lui aussi s'emparer du pouvoir. De 1958 à 1961, CHEPELINE fut chef du KGB. Un mois après le renvoi de KROUCHTCHEV, il fut promu en novembre 1964 au Praesidium du Parti et, en 1965, il ajouta à ce titre celui de membre du Secrétariat du Parti, ainsi qu'adjoint au premier ministre. En outre, son successeur à la tête du KGB, SEMITCHASTNY, était un de ses proches amis et un allié politique très sûr.

A partir de mai 1965, le KGB se mit à répandre le bruit que CHEPELINE allait remplacer BREJNEV comme Secrétaire Général du Parti. La réaction des dirigeants soviétiques fut très vigoureuse : CHEPELINE perdit, en décembre 1965, sa place d'adjoint du Premier ministre. En avril 1967, Leonid BREJNEV démit SEMITCHASTNY de son poste et le remplaça par Youri ANDROPOV : "Rétrograder SEMITCHASTNY, c'était saper pour toujours la puissance de CHEPELINE en tranchant ses liens avec le KGB".⁽⁵⁾ Effectivement, en juin 1967, CHEPELINE se voyait nommer à la tête des syndicats soviétiques, poste de peu d'autorité.

BREJNEV se méfiait donc encore de l'action du KGB dans l'accession au pouvoir. Il avait d'ailleurs l'expérience de la chose puisqu'il devait sa nomination au renversement de KROUCHTCHEV, le 15 octobre 1964, qui fut facilitée par l'action du KGB en la personne de leurs chefs et amis SEMITCHASTNY et CHEPELINE. Comme l'écrivent P. WISE et B. ROSS, "ce n'est pas dire que le KGB renversa KROUCHTCHEV, mais il participa certainement à son renversement".⁽⁶⁾

(5) *Activité espionnage : op.cit, p15*

(6) *Activité espionnage : op.cit, p 71*

L'erreur commise par Lavrenti BERIA, puis par CHEPELINE, fut de vouloir "s'emparer du pouvoir". En Union soviétique, on ne s'empare pas du pouvoir, on y accède. La comparaison de ces deux échecs et de la réussite d'ANDROPOV, permet de mieux comprendre cette distinction.

214- La réussite du KGB

Youri Andropov prépara beaucoup plus subtilement que Beria ou Chepeline son ascension pendant les années 70, profitant de l'affaiblissement de Brejnev pour s'instituer progressivement son héritier présomptif et lui succéder finalement au secrétariat général en 1982. La réussite d'ANDROPOV, là où BERIA et CHEPELINE avaient échoué, tient à plusieurs facteurs.

- Youri ANDROPOV quitta le KGB à temps, c'est-à-dire en mai 1982, lorsqu'il fut remplacé par FEDORTCHOUK, six mois avant la mort de BREJNEV en novembre 1982. Il occupa alors le poste de son ami SOUSLOV comme secrétaire du comité central, juste le temps de "se blanchir" et d'éviter ainsi la faute commise par BERIA. Ce sont cependant le KGB et l'armée qui portèrent ANDROPOV au pouvoir. ANPROPOV aurait utilisé les transmissions propres du KGB, en accord avec FEDORTCHOUK, pour faire venir ses subordonnés et ses partisans à Moscou, court-circuitant ainsi les canaux du Parti Communiste aux mains de ses rivaux.

- Deuxièmement, au cours de sa carrière, ANDROPOV avait su accumuler les responsabilités et les expériences : Ambassadeur en Hongrie, Secrétaire du Parti Communiste depuis 1962, chef du KGB en avril 1967, candidat au Politburo la même année, membre du Politburo en 1973, le premier chef des services au politburo depuis l'ère BERIA. C'est au cours de cette même année, par un décret du juillet, qu'ANDROPOV établit le KGB comme Comité d'Etat de l'URSS, lui redonnant par là le statut ministériel qui avait été le sien sous BERIA et le mettant sous contrôle direct du premier secrétaire du parti et du Conseil de la défense. En 1982, il avait parcouru la hiérarchie traditionnelle du Parti et se trouvait au sommet de celle-ci. C'est cette hiérarchie qui le promut, en janvier 1982, au rang de Secrétaire du Comité Central du Parti Communiste, le plaçant ainsi sur les rangs des successeurs éventuels de BREJNEV, alors très affaibli.

- Troisième et dernier point, peut-être le plus important, depuis les années 1960 et notamment à partir de l'ère Brejnev, les postes de direction des services de renseignement commencèrent à échoir à des hommes plus politiques, moins spécialistes de la chose policière comme l'avaient été, en leur temps, Beria, Serov ou encore Chepeline.

Sous la direction d'Andropov, le KGB se rapproche du pouvoir. A la fin des années 1960, il partage avec Andreï GROMYKO la paternité de propositions de politique étrangère soumises au Politburo. En 1973, les deux hommes entrent de concert au Politburo. Pour un chef du KGB en exercice, c'était une première depuis Beria. Ainsi, avec Andropov, Gromyko et Oustinov (le ministre de la défense), la diplomatie, l'Armée et les organes de renseignement siégeaient au plus haut niveau de décision de l'Etat politique.

Andropov fut donc admis par ses collègues et rivaux avant même la mort de BREJNEV. Pourquoi et grâce à quoi ?

Il faut remarquer avec ZINOVIEV, qu'à la fin de l'ère Brejnevienne, la situation en Union Soviétique était très mauvaise ⁽⁷⁾ : économie chancelante, corruption généralisée, crise idéologique... Seul le KGB avait obtenu d'excellents résultats en affichant une opposition brisée, un réseau extérieur en expansion et des résultats de renseignement technologique excellents. Parmi les prétendants au pouvoir, le chef du KGB s'avéra le personnage le plus indiqué. " Il était le mieux informé sur ce qui se passait chez lui et dans le monde et cela de façon objective. " ⁽⁸⁾

KRYOUTCHKOV, interrogé en 1989 sur ANDROPOV, déclarait " celui-ci était parfaitement au courant de la situation du pays, il avait été fonctionnaire du parti avant d'être diplomate, puis chef du KGB pendant quinze ans (...) Tout cela l'avait aidé à se forger une idée réaliste de ce qui se passait dans le pays. ANDROPOV avait compris que nous ne pourrions faire des progrès que si un changement dans nos mécanismes politiques et économiques était accompli ". ⁽⁹⁾ ANDROPOV laissera le soin à son successeur de reprendre la vieille tradition russe de " révolution par le haut " afin de contrôler le rythme et l'ampleur des réformes.

Il faut enfin tenir compte du fait qu'aucun clan de la haute direction n'avait obtenu d'avantage décisif, ANDROPOV fut "admis" au pouvoir comme un personnage de compromis.

(7) *Le Gorbatchevisme op.cit., page 21.*

(8) *le Gorbatchevisme op.cit., page 22.*

(9) *Le phénix rouge CROZIER B., éd du rocher, 1995, page 93*

“ Le pouvoir acquis reste à le conserver.”

Une fois nommé Secrétaire Général du Parti, ANDROPOV imposa à la tête du Ministère des Affaires Intérieures, qui contrôle la police civile, le chef du KGB FEDORTCHOUK. Pour garantir la continuité de sa main mise sur les organes, il nomma à sa tête un de ses adjoints les plus dévoués, Victor TCHEBRIKOV et enfin un de ses anciens seconds, Ali Ogly ALIEV, Vice-Premier Ministre.

Peu à peu, toutes les positions de responsabilité au sein de l'appareil d'Etat sont occupées par des hommes de confiance d'ANDROPOV anciens du KGB, comme Vassili LEJEPEKOV et Kuril VOSTRIKOV, deux anciens responsables du KGB, qui occupent deux des postes de Vice-Ministre du MVD. ⁽¹⁰⁾ Au moment de se trouver un successeur, ANDROPOV choisit GORBATCHEV : “ Dans la classe politique de notre pays, il n'y avait aucun autre responsable avec lequel j'étais depuis si longtemps et si étroitement lié. ” écrit ce dernier dans ses mémoires.

Ce qui est intéressant, c'est que cette politique de promotion des hommes du KGB sera reprise et amplifiée avec l'arrivée de GORBATCHEV au pouvoir. ⁽¹¹⁾

La réussite du KGB était totale. John BARRON put écrire “ Jamais encore dans l'Histoire soviétique tant de pouvoirs n'avaient été concentrés entre les mains d'anciens élèves du KGB ”. ⁽¹²⁾

Le rôle des services secrets dans l'accession et le maintien au pouvoir était indéniable. En 1982, il devint incontournable.

Cet aboutissement résulte directement du fait que le régime soviétique dépend dès sa création de l'action clandestine, pour des raisons inextricablement liées aux réalités présentes et passées du pays. La dépendance des autorités politiques envers les services de renseignement explique pourquoi l'Union soviétique a été dirigée comme elle l'a été, pourquoi le KGB a pu s'insérer aussi profondément dans les rouages de l'Etat, et pourquoi, en fin de compte, en 1982, les membres du Politburo ont transmis le pouvoir aux hommes du renseignement.

(10) *Intelligences secrètes op cit. p 220*

(11) *Encyclopédie du renseignement BAUD J. 1998, p 348*

(12) *Enquête sur le KGB op.cit, p 21*

CONCLUSIONS

“ Connais l’ennemi et connais-toi toi-même, en cent batailles, tu remporteras toujours la victoire ” — SUN TZU.

Tant de pouvoir confié aux services de renseignement est une chose inhabituelle dans nos pays européens. On en vient à se demander tout logiquement comment ces services ont pu laisser l’Histoire suivre son cours jusqu’à l’éclatement de l’empire ? N’ont-ils pas interprété correctement les signaux d’alarme concordants et de plus en plus rapprochés ? N’ont-ils pas pu ou su convaincre les hommes du Politburo et du Comité Central de l’imminence de la chute ?

La réponse, comme bien souvent, se situe à mi-chemin. Elle procède de lacunes structurelles dans l’organisation des services de renseignement et de causes conjoncturelles difficilement contrôlables.

Lacunes structurelles des services soviétiques

Nous n’avons pas ici la prétention de faire une critique systématique et exhaustive des services soviétiques, mais de dégager, dans ses grandes lignes, les faiblesses et les limites d’action de ce pouvoir parallèle, qui peuvent en partie expliquer l’échec de ces services à éviter la chute du régime et l’implosion de l’empire en 1990.

- L’absence de décision autonome, due à la grande centralisation des services, revient constamment comme un leitmotiv dans les écrits des spécialistes. Les transfuges soviétiques ont tenu les même propos sur la limitation et la paralysie de l’action, du fait de l’autorité centralisatrice de Moscou. Une commission d’enquête australienne précise, en faisant référence aux dires de Vladimlir PETROV, après sa défection alors qu’il était secrétaire à l’ambassade soviétique de Camberra : “ le contrôle administratif de la part de Moscou est

absolument strict et il n'est laissé au résident local qu'un minimum d'initiative personnelle. Les instructions doivent être suivies à la lettre et aucune déviation du schéma imposé n'est possible ".⁽¹⁾

(1) *KGB, op.cit, p 78*

- Par ailleurs, la bureaucratie inhérente au système soviétique pèse de tout son poids sur les services secrets. Cette bureaucratie étouffe progressivement toute initiative et toute imagination. " Espérons, écrit l'Amiral Bobby LIMAN, ancien directeur adjoint de la CIA, qu'ils se noient dans une foule de détails qui ne leur inspirent ni confiance ni crédibilité ". Et il ajoute, " que leurs analyses sont boursouflées, exagérément centralisées, abusivement bureaucratiques et souvent inefficaces ".⁽²⁾

- Il nous faut mentionner en outre l'extrême compartimentage des services soviétiques, ainsi que la très faible coordination entre eux. En URSS, l'information est une forme de pouvoir ; elle est aussi un moyen d'assurer sa survie au sens littéral du terme.

" L'information, analyse John ERICKSOL, un soviétologue américain, est non seulement très compartimentée mais aussi très mal distribuée après avoir été rédigée sous forme de renseignement ".⁽³⁾

- Enfin, la rivalité entre les deux principaux organismes chargés du renseignement a certainement contribué à accentuer leurs faiblesses. Le GRU ne dispose pas de l'influence politique que détient le KGB. Il n'est représenté devant les hautes instances du Parti que par le Ministère de la Défense et l'Etat-Major. En outre, il n'intervient pas dans le renseignement intérieur, ni dans le contrôle et la surveillance de la population.

Il est certain que le KGB, par le biais de la Troisième Direction (Contre-Espionnage au sein des forces armées) dispose d'une arme d'influence importante. D'après Oleg PENKOVSKI, transfuge du GRU, les rapports entre les deux organismes sont tendus.

" Nous ne les aimons pas, et ils le savent. La Direction spéciale du KGB, chargée de contrôler les forces armées, a ses informateurs et ses agents parmi les officiers du GRU. Le KGB est en position de force. C'est lui qui mène les enquêtes sur nous, et c'est sur ses recommandations que les officiers du GRU sont écartés ".⁽⁴⁾

Même si le GRU reçoit ses renseignements d'un réseau mondial d'agents dirigés par les attachés militaires soviétiques à l'étranger, ainsi que des Bureaux de Renseignement de l'Etat-Major et qu'il dispose en outre des informations recueillies par les unités spéciales de

l'Armée Rouge et par les appareils de reconnaissance, il semble en réalité très difficile pour les militaires de conserver par-devers eux des informations qui intéressent le KGB. ⁽⁵⁾

(2) *La guerre secrète moderne, op.cit, p 198*

(3) *La guerre secrète moderne, op.cit, p 41*

(4) *KGB, op.cit, p 80*

(5) *La guerre secrète moderne, op.cit, p 37*

Cette rivalité entre les deux services de renseignement se décline dans d'autres domaines. Il semble, par exemple, que le KGB ait des "alliés" au sein de l'institut d'Asie Orientale et de l'Académie des Sciences, et que le GRU en ait, de son côté, dans l'Institut d'Afrique.

Par delà cette rivalité, le contrôle effectif exercé par le KGB sur le GRU se concrétise depuis les années 60, puisque, de plus en plus, des cadres du KGB sont versés dans les commandements du GRU. C'était le cas du Général Piotr IVACHOUTINE, qui occupa, de 1957 à 1967, la fonction de chef du KGB pour la République du TADJIKISTAN, puis de 1967 à 1969, le poste d'adjoint à ANDROPOV, avant de prendre la tête du GRU entre 1969 et 1988.

Il est sûr néanmoins certain que ces lacunes ont été aggravées par des influences extérieures à l'empire soviétique et des raisons étrangères aux faiblesses de ces seuls services.

Causes conjoncturelles de l'échec du régime

- La mondialisation a constitué un des éléments clefs du délitement du système soviétique. Le flot d'information déversée depuis l'occident ne pouvait plus être durablement arrêté par les procédures mises en place depuis la création de l'URSS. La "Glasnost" n'a été qu'une politique d'opportunité qui précédait de peu la nécessaire ouverture de l'URSS au monde extérieur.
- Le deuxième facteur d'échec fut l'impossibilité du régime de GORBATCHEV d'établir une économie de marché dans le cadre des anciennes structures du Parti. L'URSS perdait définitivement la course technologique avec l'ouest et en même temps était incapable de surseoir à l'effondrement de l'économie ainsi déstabilisée.

Les services de renseignement de la nouvelle Russie

- En réalité, la réussite de Vladimir POUTINE, là où les autres premiers ministres successifs d'ELTSINE avaient échoué, se comprend peut-être mieux si l'on conçoit les années 90 comme une interruption de la chaîne occulte du pouvoir en Russie. Dans le sillage des règnes d'ANDROPOV et de GORBATCHEV, dès 1998, les hommes des services de

renseignement reprennent “ la main. ” L’intermède aura duré moins d’une dizaine d’années. Finalement, le putsch avorté du mois d’août 1991 mené par Vladimir KRYOUTCHKOV, celui que GORBATCHEV avait choisi pour succéder à TCHEBRIKOV, dut convaincre une fois pour toutes les membres des organes que le pouvoir s’acquerrait plus facilement en y accédant par la voie politique. Et si, comme le pensent certains auteurs, le putsch n’avait été, au contraire, qu’une opération de façade menée en liaison avec les services de renseignement pour franchir plus rapidement la phase délicate de la privatisation de l’économie, celle-ci profite d’autant plus aux services qui ont pu rester influents durant l’intermède ELTSINE et s’accaparer une partie des pièces maîtresses de l’économie soviétique.

De toute façon, très vite, les services de l’ex-URSS ont repris la place d’importance qui était la leur avant l’implosion de l’empire. La réforme des organes, suite à la tentative de putsch, ne sera effective que d’octobre 1991 au mois de novembre de la même année. Rapidement, ELTSINE doit redonner au SVR (Service de Renseignement Extérieur), dirigé par PRIMAKOV, toutes les prérogatives de l’ancienne première direction du KGB. Dès le mois de mars 1994, le FSK, rebaptisé FSB en avril 1995, a retrouvé les missions de la deuxième direction de l’ancien KGB, à savoir le renseignement intérieur. Le GRU, pour sa part, n’est pas affecté par les vagues de réforme des premières années de la Russie, même s’il subit une baisse sensible de ses effectifs. La prolifération des mafias russes, loin de minorer la place des organes de sécurité au sein de l’Etat, serait au contraire un moyen pour ces derniers de contrôler en sous main un bon nombre de trafics et de mener des opérations clandestines en s’appuyant sur des réseaux spécialisés et efficaces.

Enfin, les guerres en TCHECHENIE ont immanquablement apporté aux services de renseignement de l’Armée de la fédération, dont le GRU qui est resté actif, une plus value indéniable.

Nous l’avons dit dans le préambule à cette étude, il n’est pas envisageable à cette date de tirer des conclusions d’une actualité qui n’offre ni le recul, ni la perspective nécessaires. Notons, néanmoins que l’élection présidentielle de la fédération de Russie du 26 mars 2000 opposait LOUJKOV, le maire de Moscou, à PRIMAKOV, ancien chef du KGB et à POUTINE qui fut de 1975 à 1990 au KGB, puis de juin 1998 à juin 1999 au FSB. Dans un entretien télévisé à Saint-Petersbourg, au mois de décembre 2000, POUTINE avoua “ oui, j’ai amené des anciens du KGB au Kremlin. J’ai confiance en eux. ”

Indéniablement, la Russie moderne a retrouvé les réflexes et les principes fondamentaux de “ l’empire éclaté ”. De ce fait, les services de renseignement de la fédération constituent une arme efficace et influente dans la mise en œuvre de la politique extérieure et dans la conduite des affaires intérieures du pays.

Pour la France et l’Europe de la défense, ils pourraient redevenir, sur très court préavis, un de nos adversaires prioritaires.

